

Décision n° 2018-389

refusant une activité de prises de vues et de sons
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
ainsi qu'un survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU l'arrêté ministériel du 23 février 2007 définissant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 9, 15 et 16,

VU le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'un reportage sur le brame du cerf, constitutif d'un projet visant à valoriser le territoire naturel du Parc national, les cerfs de montagne et les pratiques de chasse respectueuses qui sont mises en œuvre en dehors de la zone « cœur »,

Considérant que la réalisation des prises de vues et de sons est prévue majoritairement en-dehors du cœur du parc national dans le secteur des Tourres, mais qu'elle comporte des survols en drone au-dessus de la zone des Téoulins située dans le cœur du Parc national,

Considérant que toute forme d'activité humaine à proximité d'animaux en période de reproduction est susceptibles de perturber les mécanismes naturels d'expression et de comportement de ceux-ci,

Considérant que ce risque de dérangement n'est pas compatible avec la vocation du cœur du parc national ni avec l'objectif XIV de la charte à savoir « *assurer la quiétude de la grande faune sauvage terrestre et préserver ses dynamiques naturelles* »,

Considérant que les images aériennes, prises par drone et incorporées au reportage peuvent générer un effet d'entraînement et favoriser l'usage de ces engins à titre individuel dans un cadre de loisir, en dépit des impacts environnementaux générés et de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc,

Considérant à ce titre qu'il convient de limiter au maximum les autorisations dérogatoires délivrées au profit de l'usage des drones,

Considérant que le territoire du Parc national du Mercantour, en particulier sur la commune de Châteauneuf-d'Entraunes, comporte de nombreux autres sites localisés en-dehors du cœur où il est possible de réaliser des images de brame à distance et sans engendrer de dérangement pour les animaux,

Décide :

Article 1er :

La société TRANSPARENCES PRODUCTIONS, représentée par son directeur Monsieur GAZELLE François et Monsieur GRUAUD Nicolas, réalisateur, ne sont pas autorisés à réaliser des prises d'images et de sons dans un cadre professionnel, ainsi que des survols de drone dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

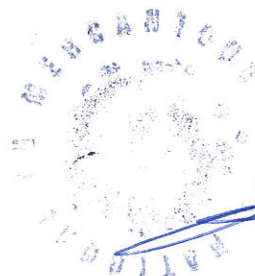
Le non respect de la présente décision ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les demandeurs à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 1^{er} octobre 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER